



Lundi de pentecôte : Une arnaque gouvernementale au profit du MEDEF.

En partant d'une tragédie nationale où la solidarité intergénérationnelle était véritablement posée, le Medef et le Gouvernement Raffarin ont détourné cette question, en majeure partie au profit des entreprises.

Pas de petits profits, mais pour qui ?

Le patronat, toujours prêt pour capter subvention et opportunité de gains financiers, s'est engouffré dans cette aubaine alors qu'il aurait pu s'engager seul sur le reversement du 0.3% de la masse salariale de cette journée, voire davantage au regard des résultats records obtenus de nouveau en 2004.

Car en fait, c'est aux employeurs que bénéficiera cette journée : ils ne versent aucun salaire, aucune cotisations sociales et disposent de la production de la journée !

Il s'agit bien d'une augmentation du temps de travail, qui explique les réactions enthousiasmes du Medef !

Une nouvelle arnaque sans garanties.

Cette mesure ne garantit en rien que les personnes âgées en profiteront (tout le monde a en tête le coup de la vignette automobile). En effet la formation et l'embauche de personnel hospitalier restent dérisoires au regard des besoins.

Les services d'urgences sont saturés et les hôpitaux publics ferment des lits ! Pour donner des ressources supplémentaires à la protection sociale, le gouvernement serait bien mieux inspiré en mettant une restriction aux exonérations de cotisations patronales, aux milliards d'euros de subventions aux entreprises et prendre de véritables mesures efficaces afin de favoriser l'emploi et les salaires, réelles conditions pour améliorer durablement les comptes de la protection sociale.

Ce qu'il faut c'est la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale prenant en charge le risque de dépendance, financée par l'ensemble des revenus !

Attention une arnaque peut en cacher une autre !

Avant même qu'elle n'entre en application, le ministre Douste Blasy annonce que la « journée de solidarité de pentecôte ne suffira pas ! ». Aveu de taille sur les véritables intentions du Medef et du gouvernement de réduire à nouveau les jours fériés. Car l'effort n'est demandé qu'aux salariés et non pas aux profits capitalistiques qui ont battu de nouveaux records pour les entreprises du CAC 40.

Les patrons peuvent se frotter les mains, mais gare !

Depuis quelques jours, partout dans le pays à l'approche du lundi de pentecôte des réactions de mécontentement s'amplifient. Celles-ci en appellent beaucoup d'autres !

Le pouvoir politique bousculé par l'ampleur du 10 mars dernier commence à fléchir sur la mise en œuvre de cette bien mauvaise idée.

Du monde politique, associatif, chacun s'accorde sur le non sens de cette décision et le peu d'impact qu'elle aura réellement sur sa justification.

La colère monte dans les entreprises, et le mécontentement devient de plus en plus vif.

**L'Union Départementale CGT du Cher
invite tous les salariés et leurs syndicats à exiger le retrait
de cette mesure et à mettre en débat la question de la
grève le 16 mai,
pour rejeter cette arnaque et exiger de meilleurs salaires !**